

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 21 februari 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 1144

28 FEVRIER 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au contrôle des absences des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel subventionnés de l'enseignement subventionné

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, modifié par les lois des 6 juillet 1970, 14 juillet 1975 et 18 septembre 1981, l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 et le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, modifiée par l'arrêté royal n° 487 du 1er octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal du 10 septembre 1986;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 3 février 1994;

Vu le protocole du 24 janvier 1994 du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 février 1994,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « membre du personnel » :

1° les membres du personnel soumis à la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

2° les membres du personnel subventionnés en application de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

3° les membres du personnel soumis à la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux.

Art. 2. § 1er. Afin de déterminer le montant des traitements ou subventions-traitements que la Communauté est appelée à payer aux membres du personnel, le pouvoir organisateur ou son délégué tient un registre dans lequel il inscrit chaque jour, dès la première heure de cours, le nom et le matricule des membres du personnel absents qui, selon leur horaire, doivent être en service.

Pour les membres du personnel dont la première heure de service ne coïncide pas avec la première heure de cours de l'établissement, le registre est complété au plus tard dans le courant de leur première heure de service.

De même, toute absence de son service d'un membre du personnel, survenant en cours de journée, est transcrite dans l'heure où elle se produit.

§ 2. Le registre comprend des feuillets annuels et des feuillets journaliers.

Toute absence réglementairement justifiée dont la durée initialement prévue est supérieure à un mois est mentionnée dans les feuillets annuels du registre.

Dans ce cas, la durée prévue et le motif de l'absence sont indiqués. La fin effective de l'absence est constatée de la même manière.

Toute absence réglementairement justifiée dont la durée couvre le mois entier n'est mentionnée dans les feuillets journaliers que le premier jour du mois. Dans ce cas, la durée prévue et le motif de son absence sont indiqués.

§ 3. Chaque feuillet comporte une colonne destinée à recevoir les observations relatives aux justifications des absences.

Au plus tard à son retour dans l'établissement, tout membre du personnel peut faire acter tout élément justificatif de son absence dans la colonne réservée aux observations. Il peut remettre un document complémentaire justificatif qui est annexé au registre.

§ 4. Le registre, établi conformément au modèle annexé au présent arrêté, est fourni par l'administration à chaque établissement. Il est tenu de manière à garantir sa continuité matérielle ainsi que la régularité et l'irréversibilité des écritures.

§ 5. Le registre est tenu à la disposition des services chargés du contrôle, au siège administratif de chaque établissement.

Art. 3. Le pouvoir organisateur ou son délégué prend les dispositions nécessaires pour permettre le contrôle de la présence effective des membres du personnel par les agents chargés d'une mission de contrôle.

Art. 4. Le pouvoir organisateur ou son délégué signale dès le premier jour toute absence pour cause de maladie au service chargé du contrôle de ces absences. Il indique la durée prévue de l'absence. Il informe sans délai ce service de tout élément neuf quant aux absences concernées.

Art. 5. § 1er. Le pouvoir organisateur ou son délégué transmet, au service et selon les modalités déterminées par le Ministre, le relevé des absences pour raisons de maladie ou d'infirmité, de maternité et d'accident du travail et le relevé des absences réglementairement justifiées.

§ 2. Le dernier jour ouvrable de chaque mois, le pouvoir organisateur ou son délégué clôture le relevé des absences non réglementairement justifiées. Il transmet dans les sept premiers jours ouvrables du mois suivant au service administratif concerné. Le relevé est établi selon le modèle annexé au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, constitue une absence non réglementairement justifiée toute absence qui n'est fondée sur aucun des motifs mentionnés à l'annexe.

Tout motif invoqué par le membre du personnel, conformément à l'article 2, § 3, alinéa 2, est indiqué. Le cas échéant, une explication circonstanciée peut être jointe au relevé, notamment aux fins d'établir que l'absence peut être assimilée à une absence réglementairement justifiée.

Si le membre du personnel n'a fait acter aucune observation au registre, le Pouvoir organisateur ou son délégué atteste de ce que la possibilité lui en a été offerte.

§ 3. Les relevés visés aux paragraphes précédents sont strictement conformes aux indications portées au registre visé à l'article 2.

§ 4. Lorsqu'aucune absence n'a été transcrite au registre, le relevé est transmis avec la mention « néant ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 février 1994.

Art. 7. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et le Ministre de l'Education sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 février 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 1144

28 FEBRUARI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het toezicht op de afwezigheid van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1970, 14 juli 1975 en 18 september 1981, het koninklijk besluit nr. 411 van 25 april 1986 en het decreet van 18 april 1991;

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 14 juli 1975, 18 september 1981, 19 december 1974 en het koninklijk besluit van 10 september 1986;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 3 februari 1994;

Gelet op het protocol van 24 januari 1994 van Sectorcomité IX en van het Comité van de provinciale en lokale openbare diensten, sectie II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Ministers van Hoger Onderwijs en van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 februari 1994,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder « personeelslid » :

1° de personeelsleden, die onderworpen zijn aan de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs;

2° de personeelsleden gesubsidieerd bij toepassing van de wet d.d. 20 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

3° de personeelsleden gesubsidieerd bij toepassing van de wet van 1 januari 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 2. § 1. Om het bedrag van de wedden of van de weddetoelagen die de Gemeenschap aan de personeelsleden moet uitbetalen, te bepalen, houdt de inrichtende macht of haar gemachtigde een register bij, waarin ze elke dag, vanaf het eerste lesuur, de naam en het stamnummer inschrijft van de afwezige personeelsleden die, volgens hun dienstregeling, in dienst moeten zijn.

Voor de personeelsleden wier eerste dienstuur niet met het eerste lesuur van de inrichting samenvalt, wordt het register uiterlijk in de loop van hun eerste dienstuur aangevuld.

Zo ook wordt elke afwezigheid van een personeelslid in de loop van de dag, in het uur tijdens welk ze zich voordoet, in het register ingeschreven.

§ 2. Het register omvat jaarlijkse en dagelijkse staten. Elke door het reglement gerechtvaardigde afwezigheid waarvan de aanvankelijk voorziene duur hoger is dan één maand, wordt in de jaarlijkse staten van het register vermeld.

In dit geval worden de voorziene duur en de reden van de afwezigheid vermeld. Het werkelijke einde van de afwezigheid wordt op dezelfde wijze vermeld.

Elke door het reglement gerechtvaardigde afwezigheid die een volle maand duurt, wordt in de dagelijkse staten slechts op de eerste dag van de maand vermeld. In dat geval worden de voorziene duur en de reden van de afwezigheid vermeld.

§ 3. Elke staat bevat een kolom voor de bemerkingen tot rechtvaardiging van de afwezigheden.

Uiterlijk bij zijn terugkeer in de inrichting mag elk personeelslid elk element ter rechtvaardiging van zijn afwezigheid in de voor de bemerkingen bestemde kolom doen akteren. Hij (zij) mag ter rechtvaardiging een aanvullend document overhandigen, dat bij het register wordt gevoegd.

§ 4. Het overeenkomstig bijgaand model opgemaakte register wordt door het bestuur aan elke inrichting verstrekt. Het wordt zo bijgehouden dat de materiële continuïteit alsmede het regelmatig en onomkeerbaar karakter van de geschriften wordt gewaarborgd.

§ 5. Het register wordt ter beschikking gesteld van de met het toezicht belaste dienst, ten administratieven zetel van elke inrichting.

Art. 3. De inrichtende macht of haar gemachtigde neemt de nodige maatregelen om het toezicht op de werkelijke aanwezigheid van de personeelsleden door de met een controletaak belaste personen mogelijk te maken.

Art. 4. De inrichtende macht of haar gemachtigde deelt vanaf de eerste dag elke afwezigheid wegens ziekte aan de met het toezicht op deze afwezigheid belaste dienst mee.

Ze deelt deze dienst onverwijld elk nieuw gegeven betreffende de betrokken afwezigheid mee.

Art. 5. § 1. De inrichtende macht of haar gemachtigde zendt de dienst, overeenkomstig de door de Minister vastgestelde voorwaarden, een lijst van de personeelsleden, afwezig wegens ziekte, gebrekkigheid, bevallingsverlof of arbeidsongeval, en de staat van de volgens het reglement gerechtvaardigde afwezigheden over.

§ 2. Op de laatste werkdag van elke maand sluit de inrichtende macht of haar gemachtigde de lijst van de volgens het reglement niet-gerechtvaardigde afwezigheden af. Ze zendt die lijst binnen de eerste zeven werkdagen van de eerstvolgende maand aan de betrokken dienst over. De lijst wordt opgemaakt volgens het bij dit besluit gevoegde model.

Voor de toepassing van dit besluit is een volgens het reglement niet-gerechtvaardigde afwezigheid elke afwezigheid die op geen van de in de bijlage vermelde redenen berust.

Elke reden, die overeenkomstig artikel 2, § 3, 2e lid, door het personeelslid wordt aangevoerd, wordt vermeld. Desnoods mag een omstandige uitleg bij de lijst worden gevoegd, inzonderheid om te stellen dat de afwezigheid met een volgens het reglement verantwoorde afwezigheid mag worden gelijkgesteld.

Indien het personeelslid geen opmerking in het register deed akteren, bevestigt de inrichtende macht of haar gemachtigde dat die mogelijkheid hem werd geboden.

§ 3. De in de voorgaande paragrafen bedoelde lijsten stemmen helemaal overeen met de aanwijzingen aangebracht in het in artikel 2 bedoelde register.

§ 4. Wanneer geen afwezigheid in het register werd vermeld, wordt de staat met de melding « nihil » overgezonden.

Art. 6. Dit besluit treedt op 28 februari 1994 in werking.

Art. 7. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 februari 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOUX

Annexe 1 — Bijlage 1

Liste des absences réglementairement justifiées en faveur des catégories
de membres du personnel concerné et en fonction de la réglementation qui leur est applicable

1. Congé pour cause de maladie ou d'infirmité.
2. Congé de maternité.
3. Congé parental.
4. Disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.
5. Disponibilité pour convenances personnelles.
6. Disponibilité pour mission spéciale.
7. Disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à partir de 55 ans.
8. Interruption de la carrière professionnelle.
9. Congé de circonstances (familiales).
10. Congé pour motif impérieux d'ordre familial.
11. Congés pour exercer une fonction dans un Cabinet ministériel.
12. Congé syndical occasionnel ou permanent.
13. Congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse.
14. Congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.
15. Congé pour prestations militaires en temps de paix (ou services en tenant lieu).
16. Congé pour mission pour être mis à la disposition des organisations de jeunesse.
17. Exercice d'une fonction de sélection ou de promotion.
18. Absences pour l'accomplissement d'obligations et de tâches civiles imposées par le législateur.
19. Absence de longue durée justifiée par des raisons familiales.
20. Congé pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité.
21. Congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales.
22. Congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles.
23. Congé spécial pour prestations réduites à partir de l'âge de 50 ans.
24. Congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel qui ont au moins deux enfants à charge n'ayant pas dépassé l'âge de 14 ans.

Annexe 3 — Bijlage 3

MODELE DU FEUILLET JOURNALIER VISE A L'ARTICLE 2

Mois :				
Jour	Nom et prénom	Matricule	Motif	Observations des membres du personnel

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
 Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
 de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
 M. LEBRUN
 Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
 Ph. MAHOUX

Annexe 4 — Bijlage 4

MODELE DE RELEVÉ VISE A L'ARTICLE 5

Relevé des absences non réglementairement justifiées du mois de

Réservé à l'administration			
Identification de l'établissement			
Nom et prénom	Matricule	Date	Motif éventuellement invoqué

Mention manuscrite : Certifié sincère et exact,

fait à, date :

J'atteste que la possibilité a été offerte au membre du personnel de faire acter toute observation relative aux absences non réglementairement justifiées relevées ci-dessus.

Signature.

Nom, prénom et qualité du signataire :

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
 Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
 de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
 M. LEBRUN
 Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
 Ph. MAHOUX